

REVUE ÉTRANGÈRE.

FRANCE.

Le voyage du Comte de Paris à Frohsdorf et son entrevue avec le Comte de Chambord ont causé beaucoup d'agitation en France. La fusion est le thème des journaux de toutes les couleurs, et la conduite des monarchistes précède sérieusement les adversaires du Gouvernement actuel. Les mesures énergiques et quelque peu arbitraires prises par M. de Broglie, ont soulevé les Républicains, qui ne sauraient se faire illusion davantage sur les tendances du parti monarchique et du ministère. Les feuilles républicaines ont engagé la lutte avec violence, et elles préparent déjà plusieurs interpellations qui devront être faites au Gouvernement par les membres de la Gauche à l'ouverture de la prochaine session. Ces interpellations rouleront surtout sur la suppression violente des journaux républicains et sur les tentatives de la Droite pour renverser l'état de choses actuel.

Quant à la démarche des Princes et à leur entrevue de Frohsdorf, elle n'a eu d'autre effet que d'irriter les Républicains, comme nous venons de le dire, et d'introduire un commencement de division dans le parti ministériel. Ce parti est, comme on le sait, composé de trois sections différentes, complètement divisées d'intérêts les unes, les autres. Comme on devait s'y attendre, les Bonapartistes ont vu d'un fort mauvais œil la tentative de fusion faite par les deux autres partis qui composent la Droite avec eux. Ils ont protesté contre la nomination d'un roi, et ils ont déclaré qu'ils étaient prêts à passer à l'Opposition plutôt que de laisser faire la fusion et proclamer un roi. "Il y a deux partis, dit l'Ordre, qui ne permettront pas la restauration royale: ce sont les Républicains et les Bonapartistes." Le Pays dit la même chose avec encore plus de violence. Les Impérialistes déclarent qu'ils ne se soumettront pas à un souverain élu sans le concours du peuple. Ils saisissent cette occasion pour proclamer la souveraineté populaire et le respect qu'elle leur inspire et faire remarquer en même temps combien les monarchistes font peu de cas du suffrage universel. L'idée seule de la fusion des Orléanistes avec les Légitimistes révolte M. de Cassagnac. Il trouve scandaleuses ces tentatives faites pour unir deux races séparées par tout, coupées en deux par la hache du bourreau. "Le vieux tronc des Bourbons peut reflourir, dit-il, il n'abritera plus les générations nouvelles, qui ont pris l'habitude d'aller chercher ailleurs leur ombrage protecteur." On voit de suite que cet ailleurs est le régime impérial et que cet ombrage protecteur est celui que fournit la dynastie qui a conduit la France à Waterloo et à Sedan.

Cette violence des Bonapartistes met le Gouvernement dans un état critique. Comme ce sont eux qui déterminent la majorité, on ne peut les traiter trop cavalièrement. Leur conduite présente indique clairement d'un autre côté, qu'il ne faut pas compter sur eux pour opérer une restauration monarchique quelconque à moins que ce ne soit celle de l'Empire. Les Bonapartistes se sont alliés aux deux autres partis, dans l'espérance de favoriser leur cause et d'avancer leurs affaires, mais non pour prêter la main à une restauration monarchique. Devant cette opposition, la position du Gouvernement est assez embarrassante. Il ressort de ce qui vient de se passer qu'on ne saurait compter sur l'Assemblée pour proclamer un roi quelconque, non pas parce que les partisans du système monarchique y sont en minorité, mais parce qu'ils sont divisés entr'eux. Il n'y a d'autre ressource pour les Légitimistes, dans ces circonstances, que de recourir à un coup-d'état pur et simple et de proclamer la monarchie sans le concours de l'Assemblée. Une conduite de cette sorte aurait son côté dangereux et périlleux en même temps que son côté hardi. La proclamation d'un roi par le Gouvernement produirait inévitablement la guerre civile.

Quant à la fusion les raisons qui l'ont fait manquer sont connues de tout le monde. Elles existent de longtemps et empêcheront toujours la possibilité d'une entente. Ce n'est pas seulement sur la question du drapeau que les Orléanistes et les Légitimistes diffèrent, c'est encore sur les principes essentiels de leur programme. A la rigueur il existe un parti parmi les Orléanistes qui serait disposé à accepter la fusion, mais ce parti est en minorité, et la majorité des partisans du système constitutionnel refusera toujours de pactiser avec le comte de Chambord. Au cas où le comte de Paris se rallierait à son auguste cousin et reconnaîtrait le droit divin, il se verrait abandonné de cette majorité qui se rallierait sous les ordres du duc d'Aumale, lequel recueillerait la succession de son neveu. Le comte de Paris peut se faire légitimiste, si cela lui plaît. Il est sûr d'être imité par un certain nombre de siens. Mais il est assuré aussi que le parti orléaniste ne mourra pas pour cela, et qu'il y aura un autre prince pour lui succéder comme représentant de la monarchie constitutionnelle. On assure même, à ce sujet, que l'entrevue de Frohsdorf a été ménagée par le duc

d'Aumale lui-même pour faire tomber son neveu dans le piège, et amener une scission du parti orléaniste.

Quoi qu'il en soit, il est certain que la fusion même incomplète, avec une section seulement du parti orléaniste, serait d'un grand avantage pour les Légitimistes. Cette alliance fortifierait leur parti et leur assurerait la prépondérance.

Un journal des Etats-Unis a trouvé un mot joli pour peindre les intrigues actuelles des partis monarchiques. Il les a appelées *steep chace* monarchique, ou chasse au trône.

ESPAGNE.

On croit que le gouvernement français est à la veille de reconnaître les Carlistes comme belligérants. Les journaux républicains de Madrid reprochent ouvertement à M. de Broglie de favoriser l'insurrection royaliste et de l'aider sous main. Le gouvernement de Versailles vient en effet de rappeler une loi datant du premier Empire et qui défend le transport des armes en Espagne par les frontières de France. Grâce à cette mesure, les Carlistes pourront désormais s'approvisionner tout à leur aise sur le territoire français. Cette conduite des autorités françaises est logique et rationnelle. Les Légitimistes français qui sont au pouvoir ont intérêt à voir triompher la cause des Bourbons en Espagne. L'avènement de don Carlos à Madrid exercerait une influence considérable sur les destinées du parti monarchique en France.

Les troupes du gouvernement n'ont pu encore s'emparer de Carthagène. Les habitants de la ville insurgée, aidés du renfort fourni par les fuyards de Valence, se préparent à une résistance acharnée. Les chefs communaux ont fait sortir de la ville tous les invalides et les bouches inutiles. Il est probable, cependant, que le siège ne durera pas longtemps. Mais il y aura de nombreux désastres à déplorer.

Neuf députés des Cortès ont été arrêtés, en vertu de la dernière résolution passée par la chambre souveraine, comme inculpés dans les insurrections socialistes. Ils comparaitront bientôt devant les tribunaux pour être jugés sévèrement.

AUTRICHE.

L'exposition de Vienne est terminée. La distribution des prix a eu lieu la semaine dernière en présence de quelques centaines de visiteurs. Malgré les dépenses considérables faites pour cette entreprise et les proportions colossales qu'on lui avait données, l'Exposition Universelle de Vienne a été un fiasco complet.

ITALIE ET SUISSE.

La persécution religieuse se poursuit activement dans ces deux pays. Les autorités italiennes à Rome ont fait interdire l'accès de la ville aux pèlerins catholiques. On a fait la même chose à Naples, en donnant pour prétexte de ces mesures arbitraires, la crainte du choléra.

En Suisse le conseil fédéral vient d'approuver par une forte majorité le décret passé par le Canton de Genève à l'effet d'enlever aux évêques la nomination des curés que l'on voudrait faire élire par les paroissiens.

ETATS-UNIS.

Il se fait beaucoup de bruit en ce moment à propos des fraudes dont les employés des douanes américaines, à New-York, se sont rendus coupables. On vient de découvrir que, depuis longtemps, les officiers du gouvernement fédéral chargés de percevoir les impôts douaniers du port de New-York, s'entendent avec les importateurs pour voler le gouvernement. Moyennant des bons qu'ils se font donner par les commerçants, ces honnêtes fonctionnaires estiment les marchandises au-dessous de leur valeur et empochent ainsi des sommes considérables au détriment du trésor. Les coupables ont été découverts et mis en accusation, et une investigation va se faire, par les soins du gouvernement de Washington. Ce fait que l'on pourrait trouver scandaleux chez une autre nation n'est qu'un incident ordinaire aux Etats-Unis, pays classique de la fraude et du vol.

Le sort des chefs modocs est décidé. Les malheureux captifs ont été condamnés à mort, comme on devait s'y attendre. Ce n'est pas assez du massacre d'une tribu presque toute entière pour venger la mort de quelques yankees arrogants, il faut encore donner à ces revanches odieuses et sauvages une forme légale et régulière, il faut faire condamner les chefs par un tribunal siégeant sous les auspices de l'Etat, après avoir exterminé sans forme de procès les simples membres de la tribu. Les Modocs ont été jugés en cour martiale, on ne pouvait attendre un autre jugement que celui qui a été rendu. Comme on ne peut faire appel de la sentence du tribunal militaire, les défenseurs du capitaine Jack n'ont d'autre ressource que de recourir à l'indulgence du Président et de le prier d'user de son droit de grâce. Bien qu'on doive attendre peu d'effet d'une démarche de cette sorte, il ne serait pas impossible, cependant, que le président Grant se rendit au désir d'une grande partie du public qui est, aujourd'hui, favorable à l'adoption de mesures de clémence

vis-à-vis des chefs modocs. La tribu exterminée et détruite à moitié, l'exécution des chefs isolés serait une recherche de cruauté aussi odieuse qu'inutile. La mort du général Canby a été assez vengée. Il a déjà coulé assez de sang.

Une assemblée des principaux officiers de l'ancienne armée confédérée a eu lieu dernièrement dans une petite ville de la Virginie, sous la présidence du général Beauregard et de Jefferson Davis. Convoquée sous le prétexte de s'entendre pour recueillir les matériaux d'une histoire de la guerre de Sécession, la réunion s'est changée en démonstration politique. Les chefs du Sud ont profité de la circonstance pour réaffirmer les opinions du peuple qu'ils représentent. Il est évident que les haines qui divisent les vainqueurs et les vaincus de la dernière guerre, bien loin de s'apaiser, vont, au contraire, en augmentant sans cesse. Le général Beauregard a dépeint la triste condition de ses compatriotes et il a dit que l'espoir de la revanche était au fond de tous les cœurs. Jefferson Davis a exprimé la même pensée dans un discours énergique qui lui a valu de fortes semonces de la part des journaux républicains. Il a déclaré que le gouvernement de Washington avait failli à ses promesses et violé les conventions passées à la fin de la guerre. Si le Sud eût pu prévoir le sort qu'on lui réservait, la trahison dont il allait être victime, il ne se serait jamais rendu.

Cette manifestation a causé une certaine sensation dans le monde politique aux Etats-Unis.

A. GELINAS.

Le Daily Graphic publie l'avis suivant :

Le Graphic appelle respectueusement l'attention des navigateurs et de toutes personnes ayant commandement de navires devant quitter des ports américains dans le cours du présent mois, sur le fait que l'expédition transatlantique en ballon du professeur Wise et de M. Donaldson partira de New-York pour l'Europe à la fin d'août ou au commencement de septembre. La date précise sera indiquée ultérieurement. Le ballon emportera deux bateaux de sauvetage, et sur toutes les parties pouvant se détacher de l'appareil seront inscrits lisiblement les mots : *The Daily Graphic*.

Les marins sont priés, au cas où ils recueilleraient des articles avec cette marque, de s'assurer de la localité où ils auront été trouvés, afin que tous les détails nécessaires puissent être publiés. Pendant le voyage du ballon, les aéronautes lanceront de temps à autre, pendant la nuit des torpilles qui éclateront en touchant l'eau, afin d'indiquer la direction qu'ils suivent. Il faudra aussi prendre note de ces torpilles. Si le ballon vient à descendre avant d'avoir atteint la terre, les passagers recourront aux bateaux, cas dans lequel on espère qu'ils seront vus et recueillis par quelque navire passant à proximité.

Messieurs les Rédacteurs,

Dernièrement en lisant votre estimable journal, je voyais une remarque sur l'industrie, qui m'a paru très-juste.

Plusieurs fois je me suis demandé pour quelle raison, il ne se formait pas de sociétés pour encourager et exercer certaines branches d'industrie, et je crois que le moyen en serait très-facile.

L'on peut former une société par actions dont les parts sont de tant et payable tant par semaine : ainsi une société possédant mille parts payables seulement une piastre par semaine par part, forme au bout de la première année un capital de cinquante-deux mille piastres et la seconde année \$104,000, outre des bénéfices, et ainsi en augmentant chaque année.

Par ce moyen il serait facile à n'importe qui de prendre des parts et l'ouvrier même qui serait employé dans ces manufactures pourrait être actionnaire.

Avec ce système l'on pourrait établir, dans ce pays, diverses manufactures qui seraient une source de richesse pour le pays et un moyen puissant d'arrêter l'émigration de nos concitoyens.

Ainsi pour établir ces grandes manufactures qui donnent la vie à des centaines et des milliers de famille, il n'est pas nécessaire d'être riche, mais entreprenant.

Vous, messieurs les rédacteurs, vous ne devriez cesser de suggérer et répéter souvent à vos lecteurs l'idée de former des sociétés pour ces grandes entreprises.

J'ose espérer qu'avant longtemps (si le gouvernement veut protéger l'industrie, et nous avons le droit de l'exiger) l'on verra le pays couvert de manufactures de tous genres qui seront la richesse et la gloire du Canada.

Je suis votre très-humble serviteur,

L. BÉDARD.

NOS GRAVURES.

LA TERREUR DU DÉSERT.

Parmi les craintes qu'éprouve le pauvre bedouin traversant avec sa famille le désert, la moins grande n'est pas celle que lui fait éprouver l'audace de l'aigle affamé. Le bedouin n'a pas de tente généralement; il couche à la belle étoile, exposé à tous les dangers que renferme le désert. Il a toujours sous la main une carabine qui a souvent fait ses preuves. Il faut qu'il soit sur ses gardes, car dans un clin d'œil un aigle immense peut fondre sur l'un de ses enfants et l'enlever, l'attaquer même à lui ou à sa femme, ce qui est assez rare cependant. La gravure représente la petite caravane, le soir, au moment où elle se prépare à camper près d'un oasis. Le chef de la famille est occupé à tirer des sacs que portait le chameau les provisions qui doivent servir au souper; la femme a été à la recherche d'une fontaine et revient avec un cruche d'eau qu'elle porte sur la tête; elle a un enfant dans les bras, un autre la tient par sa robe. C'est à ce moment que l'aigle s'élançait sur la caravane.

L'ÉTR.

Voilà certes un beau paysage, mais on dirait bien que le peintre n'a voulu avoir qu'un prétexte de représenter une scène d'amour. Ce peintre lui-même qui est là étendu si mollement, il a l'air d'admirer quelque chose beaucoup plus que le paysage qui l'entoure. Et la jeune fille donc !